

Le Haut-Débit: Boite de Pandore ou tarte à la crème ?

Edouard Schaelchli

Tous les habitants de la Haute Corrèze (mais aussi, peut-être, d'autres régions de France et de Navarre classées parmi « les zones les moins bien desservies actuellement ») ont dû comme nous recevoir ces jours derniers un courrier de la société *Axione*, filiale poétiquement bleutée de *Bouygues Energies & Services*, les informant que la dite société (ou, ailleurs, une autre du même style) avait été mandatée par le *Syndicat Mixte numérique Dorsal* (ou par un autre organisme du même genre) pour « réaliser les travaux de construction [du] futur réseau public très haut débit par fibre optique » que le Conseil Général « a décidé, lors de sa séance plénière du 8 juillet 2016, de mettre en place [...] partout et pour tous, en commençant par les zones les moins bien desservies ». Il s'agit, précise le courrier, d'un projet cofinancé par « l'Etat, la Région la Communauté de Communes et l'Europe » et qui s'inscrit dans « un programme ambitieux d'aménagement numérique du territoire dénommé 100% fibre 2021 » dont « l'objectif est de permettre à 100% des logements et locaux professionnels corréziens de pouvoir disposer de services d'accès numériques performants à très haut débit d'ici 2021 au plus tard ».

Qu'on nous pardonne ces citations d'un texte aussi marqué au coin du style de la communication commercialo-administrative en vogue de nos jours (surtout quand il s'agit de faire prendre aux usagers des vessies pour des lanternes), mais il fallait bien commencer par souligner le côté risible d'une opération qui veut manifestement à tout prix se donner pour un acte de politique économique historique, osé et original, alors même qu'elle ne fait qu'entrer dans un courant général d'innovation permanente dont elle n'est que la triste et dérisoire queue de file (ou de poisson). Comme le rappelaient très justement Philippe Bihoux et Karine Mauvilly, dans un livre¹ qu'il est urgent de lire si on ne l'a pas encore fait, « la société tout entière est entraîné, à l'échelle planétaire, dans cette accélération exponentielle – car c'en est une – sans avoir le temps de la questionner, ni de trier dans un héritage culturel de toute façon balayé en l'espace de quelques années, une génération tout au plus. »² La question se pose pourtant bien de savoir à quelle urgence répond une telle précipitation, surtout si l'on songe que, *partout et pour tous*, d'autres problèmes véritablement cruciaux, comme celui de l'eau potable, se font de plus en plus pressants. N'a-t-on pas vu récemment la municipalité d'Egletons avertir ses administrés du risque de pénurie où se trouvait la collectivité du fait de la baisse inquiétante du niveau des nappes phréatiques à la fin du mois d'octobre ? Problème de débit, certes, mais auquel le Haut Débit ne changera assurément rien, qu'il nous soit distribué par Bouygues ou par la Lyonnaise des Eaux.

En revanche, les conséquences à la fois sociales et environnementales de la numérisation sont doré et déjà perceptibles, et il n'est pas interdit de les considérer comme catastrophiques, en dépit de l'apparence habilement entretenue de son caractère *dématérialisé* et par conséquent

1. *Le Désastre de l'école numérique*, Le Seuil, 2016

2. *Op. Cit.*, p. 19.

écologique. Sans parler du désastre que constitue l'abattage systématique des arbres situés à proximité des voies de passage des lignes réservées à la fibre optique, il faut prendre très au sérieux le fait que « l'économie numérique n'est en rien dématérialisée » ; outre qu'elle s'appuie sur des objets tout ce qu'il y a de plus matériels, comme les terminaux (tablettes, téléphones, ordinateurs), « il ne faut pas oublier l'ensemble des équipements et des infrastructures nécessaires au fonctionnement du système : millions de serveurs locaux, de bornes pour le wifi, d'antennes-relais et d'équipements de transmission [...], de répartiteurs ; centaines de milliers de répéteurs et de routeurs ; milliers de câbles terrestres et sous-marins, de satellites, pour le transport de données ; serveurs et disques durs dans des milliers de centres de données (*data centers*) pour leur stockage... » Et l'impact environnemental est immense : c'est « un désastre écologique à tous les stades [...] : l'extraction des matières premières, la fabrication, la consommation énergétique, la mise au rebut ou le recyclage. »³

Les auteurs du *Désastre de l'Ecole numérique* insistent particulièrement, quant à eux, sur l'inquiétante montée des effets sanitaires de l'emploi des écrans et autres joujoux numériques sur la vue, l'ouïe, les facultés d'attention et de concentration, le sommeil, etc., effets qui ont nécessairement un impact catastrophique sur la qualité du travail scolaire et les conditions d'apprentissage et d'enseignement. Mais comment n'être pas sensible aussi au fait qu'en dehors de l'école, de plus en plus de foyers voient leur vie quotidienne perturbée par des « outils » qui, sous prétexte de favoriser l'autonomie des individus, rendent les relations humaines de plus en plus artificielles, superficielles et compliquées ? Faut-il souhaiter pour la Haute-Corrèze le même niveau d'incivilité qu'on relève dans les Alpes Maritimes ou dans la Région parisienne ? Il n'est pas impossible d'y parvenir, après tout, surtout si nous perdons, à force de ne plus communiquer que par *internet*, toutes les habitudes qui nous faisaient considérer la rencontre avec l'autre comme le passage obligé de toute véritable relation. Il n'est que de voir comment se sont développées, au sein des entreprises, des groupes, des clubs ou associations, les pratiques de harcèlement, de lynchage psychologique et de discrimination, que favorise si évidemment la possibilité de faire passer à tous les membres d'un réseau, d'un simple clic, un message humiliant ou une fausse information. Si la numérisation n'est en rien une « dématérialisation », elle conduit bel et bien à la déréalisation la plus complète des échanges sociaux. Quant à l'équilibre psychique de l'individu, qu'en restera-t-il quand tous les foyers, ayant intégré pleinement *internet* dans leur fonctionnement quotidien, n'auront plus aucun moyen de s'assurer que les enfants n'auront pas accès, entre autres choses, aux sites les plus pervers ?

La question demeure, toutefois : pourquoi est-il si urgent de permettre à tous les foyers de bénéficier du Très Haut Débit ? Tout se passe comme s'il s'agissait d'une fatalité : le train de l'avenir passe par là, il faut le prendre, si la Haute-Corrèze ne veut pas demeurer un pays d'arriérés débiles. C'est gentil pour ceux qui nous ont précédés, mais que nous répondra-t-on si nous répondons que c'est précisément parce que ce coin de France est resté un peu à l'écart des voies desservies par *ce train-là* que nous nous y plaisons, que nous répliquera-t-on ? La réponse est évidente : la généralisation du numérique à Très-Haut Débit est le seul moyen d'achever de faire passer notre société au stade où il sera possible de supprimer tous les services, tous les guichets, toutes les agences locales, ainsi que la monnaie réelle et le sens des transactions concrètes, et d'instituer un mode d'administration totalement unilatéral dans lequel le travailleur comme le fonctionnaire, l'utilisateur, l'administré et le citoyen lui-même ne seront que les opérateurs d'un système, démunis de tout moyen de contestation et de résistance, absolument obligés de souscrire à ce que les plateformes lui proposeront, selon les procédures mises en place – bref une société à sens unique, où la fiction des serveurs à choix multiples ne fera que masquer l'absence totale de choix : ce que Jacques

3. *Ibidem*, p. 89.

Ellul appelait le « système technicien »⁴. Et il appelait *terrorisme*⁵ l'opération par laquelle, en faisant croire que la société ne peut évoluer que dans ce sens, on s'efforçait de rendre cette évolution irréversible.

Reste à déterminer clairement *qui* est à la commande de ce processus. Les signataires du courrier d'*Axione* prennent bien soin de souligner qu'ils n'agissent que sur commande du Conseil Général, lequel, de son côté, prétend s'inscrire dans un cadre plus général, fixé par l'Etat. On ne manquera pas, au delà, de trouver une directive européenne, ou plusieurs, prolongeant les politiques engagées depuis plusieurs décennies et qui visent à intégrer le développement des Régions dans le cadre du marché européen, ce qui revient à créer artificiellement un véritable espace communautaire, entièrement transparent à lui-même et susceptible de favoriser des échanges économiques absolument fluides, dans lequel, évidemment, les anciens cadres administratifs de l'Etat-Nation n'ont plus aucune raison d'être. De même, l'ensemble des services publics dits de proximité constituent, du point de vue de cette dynamique, de véritables obstacles à une croissance économique qui, de plus en plus clairement, s'alimente dans le domaine des services autrefois dévolus à l'Etat : transports, communications, gestion et distribution des ressources et des énergies, auxquels il convient d'ajouter désormais tout ce qui relève de l'aménagement du territoire.

Mais pourquoi pas aussi le *management* des capacités humaines, culturelles ou autres, et la *participation citoyenne* au sein des nouvelles Communautés de Communes, tellement élargies qu'elles n'ont plus aucun rapport avec ce qui, localement, rendait les habitants d'une commune ou d'un canton solidaires les uns des autres ? Pourquoi pas aussi l'Education et la Santé ? Pourquoi tout cela ne pourrait-il pas faire l'objet, comme c'est le cas pour l'eau, d'une délégation de service, c'est-à-dire d'une véritable exploitation commerciale, plus ou moins bien subordonnée à des missions de service public ? C'est bien cela en tout cas que rendra possible la numérisation du territoire, pour laquelle il est si urgent de permettre « l'accès partout et pour tous » du Très-Haut débit, et il est bien significatif que ce soient les mêmes sociétés, *Bouygues, Lyonnaise des Eaux, Veolia, Vinci*, qui ont depuis longtemps investi tout le secteur des énergies et des ressources ainsi que celui des transports, qu'on voit à présent investir dans ce marché prometteur, d'autant plus prometteur que, dépendant totalement des nouvelles *techniques de communication*, c'est-à-dire d'un domaine technique en perpétuelle évolution du fait de l'innovation et de la concurrence, il se trouvera soumis plus qu'un autre au phénomène bien décrit par Serge Latouche de *l'obsolescence programmée*. Ainsi non seulement se trouvera abolie toute frontière entre ce qu'on appelle le public et le privé, mais encore tout ce qui constitue notre cadre d'existence collective se trouvera-t-il soumis à une logique étrangère à toute forme de géographie et de sociologie : une logique à la fois technicienne et marchande, qui fera du changement et de l'évolution les moteurs principaux du développement économique et social – bref, *l'obsolescence programmée du territoire*.

Cela peut-il être ce que *nous* voulons ? Mais qui, nous ? Gilets jaunes, verts, bleus ou rouges, peu importe, à vrai dire. Il est surtout urgent que nous apprenions à nous reconnaître solidaires les uns des autres, dans une forme d'existence qui pourrait bien avoir à se conjuguer sur le mode de la *résistance*, selon un mot d'Ellul (« Exister, c'est résister. ») que nous voulons citer pour finir :

« Cette société est fatale, donc préparons les jeunes à entrer dans cette société, à y trouver une place, un emploi. Tel est le raisonnement du terrorisme, avons-nous dit. Or, ce que l'on n'a pas l'air de considérer une seconde, c'est la certitude suivante : cette société n'est pas fatale, elle n'est pas même probable. *Mais* en préparant tous les hommes à y entrer, en ne leur donnant comme seul objectif que d'être compétents pour cette société, en créant chez eux le besoin frénétique de travailler sur du technique, en les

4. *Le Système technicien*, Callmann-Lévy, 197

5. *Le Bluff technologisue*

imbibant de connaissances et de pratiques cohérentes à cette société, nous rendons celle-ci de plus en plus probable. Ce qui finira par la rendre fatale, ce n'est ni le développement de la science et de la technique, ni les besoins de l'économie, mais le modelage des individus qui ne pourront exercer d'autre métier et ne se trouveront à l'aise dans aucune autre société. Ce qui rend la techno-science fatale, c'est votre croyance qu'elle l'est, votre gloriole pseudo-prévisionniste et la confirmation de l'homme que vous êtes en train de réaliser. »⁶

Autre citation d'Ellul, pour un encadré.

« Personne n'a pris le commandement du système technique *pour* arriver à un ordre social et humain correspondant. Les choses se sont faites, "par la force des choses", parce que la prolifération des techniques médiatisée par les médias, par la communication, par l'universalisation des images, par le discours humain (changé), a fini par déborder tous les obstacles antérieurs, par les intégrer progressivement dans le processus lui-même, par encercler les points de résistance qui ont pour tendance de fondre, et cela sans qu'il y ait de réaction hostile ou de refus de la part de l'humain parce que tout ce qui lui est dorénavant proposé d'une part dépasse infiniment toutes ses capacités de résistance (dans la mesure où il ne comprend pas, le plus souvent, de quoi il s'agit), d'autre part est dorénavant muni d'une telle force de conviction et d'évidence que l'on ne voit pas au nom de quoi on s'opposerait. S'opposer d'ailleurs à quoi ? On ne sait plus, car le discours de captation, l'encercllement, ne contient aucune allusion à la moindre adaptation nécessaire de l'homme aux techniques nouvelles. Tout se passe comme si celles-ci étaient de l'ordre du spectacle, offert gratuitement à une foule heureuse et sans problème.

Cet encercllement de l'évidence s'effectue par des voies et des voix innombrables, mais il n'est possible que, précisément, par le prodigieux développement des techniques modernes qui, en étant plus puissantes, donnent en même temps à l'homme le sentiment qu'elles sont plus proches de lui, plus familières, plus individualisantes, plus personnelles. C'est ici seulement que réside la véritable innovation technique, parce que c'est à partir de cette adhésion de fond de tout le corps social et de chaque individu, que le système technique pourra se développer sans encombre. » (pp. 62-63).

Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, 1988

6. *Le Bluff technologique*, Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2010 (1988 pour l'édition originale), p. 712.